

**TERMES DE REFERENCE POUR CONSULTANCE EXTERNE**

**ETUDE INITIALE GENRE & PROTECTION EN ITURI**

|  |  |
| --- | --- |
| **Mission** | Mission République Démocratique du Congo Action contre la Faim |
| **Projet** | Projet de résilience à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la province d’Ituri (RDC), financé par l’Union Européenne –  |
| **Code projet** | A3B |
| **Durée projet** | 31/08/2020 au 30/08/2023 (36 mois) |
| **Point focal mission** | Adjointe Directeur Pays aux Programmes |
| **Conditions** | Le forfait alloué à cette consultance comprend les coûts professionnels, administratifs, de perdiem et de transport du consultant. Le.la consultant.e sera responsable d’organiser son voyage aller-retour et de contracter une assurance personnelle. Les coûts logistiques (voyages intra RDC, formation & paiement des enquêteurs) seront sous la responsabilité d’Action contre la Faim.  |

1. **CONTEXTE DANS LAQUELLE S’INSCRIT LA CONSULTANCE**

**PRESENTATION D’ACTION CONTRE LA FAIM**

Action contre la Faim est une Organisation Non Gouvernementale professionnelle qui a pour vocation de **lutter contre la faim dans le monde depuis 1979** et qui intervient dans 47 pays dont **24 pays africains.** Action contre la Faim a pour mandat d’éradiquer la faim de manière intégrale et durable.  Pour mener ce combat global contre la faim, notre action repose sur sept domaines d’expertise : sécurité alimentaire et moyens d’existence ; nutrition et santé ; eau, assainissement et hygiène ; santé mentale et pratiques de soin, genre et protection ; plaidoyer ; gestion des risques et désastres ; recherche et innovations.

Action contre la Faim reconnaît que le genre -

Voir notre site internet pour plus d’informations : https://www.actioncontrelafaim.org/nous-decouvrir/

Action contre la Faim intervient en République Démocratique du Congo (RDC) depuis 1997 et est actuellement présente dans les provinces du Nord Kivu, Ituri, Equateur, Kinshasa, Kasaï, tout en mettant en œuvres des activités de réponse d’urgence nutritionnelles dans l’intégralité du pays.

Action contre la Faim reconnaît que le genre - ainsi que d'autres formes d'identité - conditionne l'accès différentiel des femmes, des hommes, des garçons et des filles aux ressources et aux opportunités, et leur capacité à en bénéficier. Par conséquent, l'organisation souhaite construire ses programmes et ses approches sur la base d'une analyse approfondie en termes de dynamiques genre, appelant de fait à une nécessaire analyse des risques en termes de protection, notamment en matière de Violences Basées sur le Genre (VBG).

**PROJET DANS LEQUEL S’INSCRIT CETTE ETUDE INITIALE**

Le « Projet de résilience à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la province d’Ituri (RDC) », financé par l’Union Européenne, a une durée totale de 36 mois (31/08/2020 au 30/08/2023).

La présente action est alignée à l’objectif global de l’appel à proposition n° FED/2020/042-377 « Action de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République démocratique du Congo »qui est d’améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en République Démocratique du Congo (RDC), et en particulier des ménages les plus pauvres, des femmes et des enfants. Dans l’Est de la RDC et plus particulièrement dans la province d’Ituri, les causes de l’insécurité alimentaire et nutritionnelle sont multiples et diverses. En effet, si les chocs d’origine climatique - sécheresse, inondations, invasions acridiennes, etc. - jouent un rôle secondaire dans la vulnérabilité à l’insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations d’Ituri, la succession des conflits, les tensions inter et intracommunautaires impactent négativement les capacités de production et les moyens d’existence des communautés. Ces différentes crises d’origine humaine combinées aux différentes épidémies - choléra, maladie à virus Ebola (MVE), COVID-19, rougeole - ont exacerbé la pauvreté structurelle des populations d’Ituri principalement dépendantes de l’agriculture pour satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires - santé, éducation, hygiène, etc., et aussi accentué la détresse psychologique des communautés affectant leurs capacités à faire face à un choc. Ainsi, la présente action vise à assurer, à travers une approche intégrée et multisectorielle, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus vulnérables par la prévention de la malnutrition et l’amélioration de l’accès aux services d’eau, hygiène et assainissement (EHA) ainsi que par la relance d’activités agricoles et économiques.

L’action est également en phase avec les trois objectifs spécifiques du présent appel à proposition, à savoir :

**OS1 : La prévention de la malnutrition des populations les plus vulnérables (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et allaitantes) est renforcée.** La présente action prévoit de renforcer la prévention de la malnutrition pour les groupes vulnérables tels que les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) à travers une approche communautaire (i) en améliorant l’accès à l’eau potable,l’hygiène et l’assainissement (EHA) via la construction ou la réhabilitation de points d’eau et la promotion de l’approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) ; (ii) en renforçant l’accès aux services EHA dans les structures de santé conformément aux normes de prévention et de contrôle des infections (PCI) ; (iii) en promouvant la mobilisation communautaire pour la nutrition et l’éducation sanitaire et (iv) en améliorant les pratiques liées à l’alimentation des FEFA ainsi que celle du nourrisson et du jeune enfant (ANJE).

**OS2 : La structuration des organisations paysannes est renforcée.** La province d’Ituri dispose d’un fort potentiel de production agricole - végétale, animale et halieutique - et économique, dont la valorisation aura un impact sur la réduction de la pauvreté et la lutte contre l’insécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour autant, le territoire reste confronté aux problématiques liées à la résurgence d’épisodes de violence et aux perturbations climatiques. De plus, le territoire observe un faible accès aux infrastructures rurales de base, un manque d’organisation des acteurs des filières agricoles, de même qu’une faible capacité de financement des opérateurs agricoles, des difficultés d’accès au crédit agricole et enfin, une inadéquation de l’offre de services de recherche et de vulgarisation agricole par rapport aux besoins d’appui-conseil des organisations paysannes et autres opérateurs du secteur agricole. Ainsi, l’action prévoit (i) la construction ou la réhabilitation des infrastructures rurales telles que les routes de desserte agricole, les magasins de stockage, les hangars des marchés, etc. ; (ii) la structuration des petits producteurs en organisations paysannes avec un accent sur le renforcement de leurs capacités techniques de production ; (iii) la promotion des groupes d’épargne et de crédit accompagnée du renforcement de leurs capacités en terme de gestion associative et les Activités Génératrices de Revenus (AGR), etc.

**OS3 : Les rendements des productions agricoles ainsi que la diversification des productions des ménages vulnérables (ménages très pauvres et pauvres, enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes et/ou allaitantes) sont augmentés de façon durable.** La production agricole et la diversification des cultures en Ituri sont confrontées à des facteurs qui limitent l’amélioration du niveau des rendements agricoles surtout pour les ménages vulnérables. En effet, le territoire observe une faible productivité des filières végétales, animales et halieutiques liée au manque d’intrants agricoles à haut rendement ainsi qu’au manque de formation sur les techniques de production. De plus, la détérioration des conditions de vie en milieu rural provoque un exode élevé par manque d’opportunités de travail. Afin de faire face à ces différents défis, la présente action vise à améliorer les rendements agricoles, notamment ceux des ménages pauvres et très pauvres à travers : (i) l’amélioration de l’accès des ménages vulnérables aux intrants agricoles, matériels, équipement de production et à l’encadrement technique de proximité, (ii) la promotion de la diversification de la production agricole, (iii) la valorisation des filières agricoles porteuses et l’amélioration du revenu agricole et enfin (iv) l’appui psychosocial des ménages bénéficiaires permettra de renforcer leurs capacités de résilience. Il s’agit ainsi d’améliorer la disponibilité et l’accessibilité à une alimentation de qualité et diversifiée notamment pour les ménages les plus vulnérables.

Par ailleurs, dans un contexte sanitaire aggravé depuis le 10 mars 2020 avec l’apparition de la maladie COVID-19 en RDC, l’action vise à contribuer aux objectifs stratégiques du Plan de Réponse Humanitaire COVID-19 ayant un impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables : OS12 « Renforcer les activités EHA et les mesures de prévention et de contrôle des infections dans les centres de santé et dans la communauté » ; OS21 « Préserver la capacité des personnes les plus vulnérables au COVID-19 à satisfaire leur consommation alimentaire et leurs moyens d’existence grâce à des activités productives et à l’accès aux filets de sécurité sociale et l’aide humanitaire » et OS32 « Renforcer la sensibilisation et la compréhension de l’épidémie de COVID-19 au niveau communautaire pour prévenir, anticiper et traiter les risques de violence, de discrimination, de marginalisation et de xénophobie »[[1]](#footnote-1).

**CONTEXTE DANS LEQUEL S’INSCRIT LE PROJET**

La RDC reste l’un des pays les plus pauvres au monde avec 63% de la population vivant avec moins de 1,25 USD par jour[[2]](#footnote-2). En Ituri, l’agriculture constitue l’activité principale des ménages aux dépens du secteur informel qui, lui reste peu développé. Une part importante de l’alimentation des ménages les plus pauvres provient de leur propre production agricole. En effet, l’autoconsommation alimentaire dans la province représente 41% des dépenses alimentaires des ménages très pauvres[[3]](#footnote-3). La consommation est donc moyennement monétarisée.

Pour autant, la production agricole en Ituri est soumise à plusieurs contraintes que sont les perturbations climatiques – inondations, sécheresse, invasion acridienne, -, les maladies et déprédateurs de cultures ainsi que la dégradation des ressources naturelles, le manque de moyen de production et d’accès aux terres cultivables du fait de l’insécurité dans la zone. Ces facteurs ont pour conséquence la réduction significative des productions agricoles, notamment pour les ménages les plus pauvres. D’après le rapport de Mercy Corps publié en mai 2020, les criquets ont été aperçus sur les territoires d’Aru, Mahagi et Irumu. L’essaim présent en Ituri arrivera à maturité en mai 2020, ce qui coïncide avec la saison des récoltes et pourrait avoir des répercussions néfastes sur les productions agricoles[[4]](#footnote-4). De plus, le manque de moyen financier, l’accès limité aux intrants agricoles adaptés, au matériel, équipement de production et à l’encadrement technique constituent un frein pour les ménages les plus pauvres pour accroître et diversifier leurs rendements. Aussi, le manque d’infrastructures rurales de base telles que des espaces de stockage appropriés contribue à la détérioration des produits agricoles avec une perte de revenus pour les petits producteurs. Le mauvais état du réseau routier de desserte agricole et d’évacuation des produits agricoles ne permet pas non plus d’assurer l’approvisionnement des marchés de consommation et la commercialisation des produits agricoles. Enfin, les initiatives endogènes de développement du secteur agricole pour pallier ce manque de moyens sont limitées du fait de la faible structuration des petits producteurs en organisations paysannes. La faible promotion du développement agricole ne permet pas d’assurer une gouvernance harmonisée en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle tant au niveau provincial que territorial. Par exemple, le Service National de Vulgarisation reste très peu actif au niveau de la province et ne couvre que peu de zones rurales, ce qui ne permet pas un renforcement de capacités techniques adéquat des petits producteurs.

Les revenus tirés de l’agriculture pour satisfaire les dépenses alimentaires et non alimentaires - santé, éducation, etc.- restent très faibles au niveau des ménages les plus vulnérables. Aussi, la possibilité de diversification des sources de revenus en ayant recours aux activités non-agricoles - vente de charbon de bois, d’aliments comestibles prélevés dans la nature - reste faible et ne permet pas de couvrir l’ensemble des besoins des ménages. De fait, les ménages ont également recours aux marchés locaux pour satisfaire leurs besoins alimentaires et non-alimentaires les rendant plus vulnérables aux fluctuations des prix.

La faible productivité agricole couplée aux difficultés d’accès aux marchés ne permet pas aux ménages très pauvres de diversifier leur alimentation qui est principalement composée de céréales et de manioc et d’une faible quantité de produits végétaux riches en protéines - haricots, arachides, etc. Au total, 84% des ménages ont un Score de Consommation Alimentaire (SCA) limité et pauvre et environ 57% des ménages ont recours à des stratégies de crise et d’urgence pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Seuls 26% ont un Score de Diversité Alimentaire (SDA) acceptable. L’insécurité alimentaire touche environ 44% de la population de la province. Les territoires de Mambasa et Irumu se trouvent en IPC Phase 3 – Crise.[[5]](#footnote-5)

Aussi, le plan opérationnel 2020 rapporte 77 467 cas d’enfants atteints de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 51 204 enfants atteints de malnutrition aiguë globale (MAG). En Ituri, la situation nutritionnelle sur la zone est alarmante, avec une prévalence la MAS de 6,1%[[6]](#footnote-6). Le taux de couverture pour la Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA) sur l’Ituri est faible à hauteur de 39% donc la réponse nutritionnelle reste insuffisante face aux besoins des populations. La prévalence de la malnutrition chronique globale des enfants de moins de 5 ans est de 47,1% et l’insuffisance pondérale de 11% restent très préoccupantes [[7]](#footnote-7). Le manque d’accès aux services essentiels du fait de l’insécurité, de même que les mauvaises pratiques d’alimentation et le faible taux d’allaitement maternel exclusif – 49% - peuvent en partie expliquer cette situation[[8]](#footnote-8). Le statut nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes (FEFA) est également à prendre en compte puisqu’il peut influer l’état de santé de l’enfant à la naissance – prématuré, poids faible, etc. Cette situation est d’autant plus sévère que les centres de santé sont peu fréquentés du fait de la qualité inadéquate des soins offerts aux enfants malades favorisant le recours à l’automédication et aux guérisseurs traditionnels.

Il est également important de noter que l’essentiel des tâches domestiques et de production – y compris la vente sur les marchés – reposent sur les femmes. En plus de la charge de travail qui pèse sur leur santé, l’inégale répartition des ressources au sein du foyer participe également de la détérioration de leur état nutritionnel et de celui des enfants, surtout si les bonnes pratiques de soin et d’alimentation ne sont pas appliquées. Enfin, l’insécurité dans la zone accroît les risques de Violences Basées sur le Genre (VBG) sur les axes allant du foyer aux zones de travail – champs et marchés. Le plan opérationnel 2020 rapporte 8 390 incidents de protection enregistrés en 2019.[[9]](#footnote-9)

En outre, le faible accès aux structures d’eau, d’hygiène et d’assainissement au sein des foyers vulnérables participe de la dégradation de l’état nutritionnel des individus. En effet, en Ituri, 46% de la population n’a pas d’accès à l’eau potable et environ 64% n’a pas d’accès à un assainissement de base. Cette situation contribue à exposer les populations à des risques de contamination de maladies hydriques[[10]](#footnote-10).

Enfin, l’application des mesures gouvernementales pour faire face à la pandémie COVID-19 et les mesures de fermeture des frontières appliquées par les gouvernements de RDC et des pays voisins risquent d’avoir un impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables. Ces effets indirects ont déjà pu être observés et participent à la détérioration du statut nutritionnel des populations notamment à travers la baisse des niveaux de production et donc des revenus des ménages, la perturbation des circuits d’approvisionnement des marchés entraînant une baisse de la disponibilité des produits ; une augmentation du taux d’inflation du Franc Congolais - vis-à-vis du Dollar - ayant un impact non négligeable sur le pouvoir d’achat des populations et donc la réduction de l’accès des ménages vulnérables aux produits de première nécessité sur les marchés locaux du fait de cette baisse de pouvoir d’achat[[11]](#footnote-11). Par exemple, en mars 2020, 1kg de riz importé coûte 2 050 francs congolais contre 1 625 francs en mars 2019[[12]](#footnote-12).

Ainsi, afin de faire face à ces besoins d’ordres structurel et conjoncturel, la présente action d’ACF s’inscrit dans une dynamique de complémentarité et de synergie avec d’autres initiatives déjà en cours ou à venir dans la zone d’intervention. En effet, l’action a été conçue pour être complémentaire à celle du Programme de Renforcement de l’Offre et Développement de l’accès aux soins de Santé (PRODS) mise en œuvre par l’ONG MEMISA-Belgique dans la province d’Ituri, notamment dans les zones de santé de Mambasa, Komanda, Nyakunde, Tchomia, Bunia, Nizi et Drodro. D’autres synergies d’action seront aussi créées, via les clusters, avec les autres acteurs intervenant dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la santé et de l’EHA et cela dans une volonté d’élargir au maximum le spectre d’action de la réponse contre la malnutrition.

1. **ATTENTES DE LA CONSULTANCE EXTERNE**

**OBJECTIF GLOBAL DE LA CONSULTANCE EXTERNE**

La conduite d’une analyse initiale en genre et protection vise à identifier les différents besoins, risques, vulnérabilités et intérêts des femmes, des hommes, des garçons et des filles, en assurant également un focus sur les personnes vivant avec un handicap (physique et/ou mental) et tout groupe marginalisé (minorités ethniques, minorités religieuses, personnes avec maladies chroniques etc.), proposer des recommandations afin d’adapter les activités planifiées et mitiger les risques identifiés & les outils permettant d’en faire le suivi.

**LIEU DE CONDUITE DE LA CONSULTANCE EXTERNE**

L’analyse devra être conduite au sein des zones de santé de Mambassa, province d’Ituri, RDC. L’analyse devra être représentative des zones de santé de Mambassa.

**OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA CONSULTANCE EXTERNE**

**Sur place**

* Identification et analyse des :
* Des différents besoins, risques, vulnérabilités, capacités et intérêts propres à chaque genre (hommes, femmes, garçons et filles) ;
* Rôles, responsabilités, possibilités d'autonomisation et de prise de décision spécifiques à chaque genre (hommes, femmes, garçons et filles) ;
* Les normes, les relations, les attitudes et les croyances entre les genres qui conduisent à l'inégalité des genres et à d'autres vulnérabilités ;
* Participation et statut de prise de décision et opportunités des plus vulnérables, en particulier les femmes, les filles et les personnes vivant avec un handicap ;
* L'accès aux ressources et leur contrôle dans le contexte selon les genres (hommes, femmes, garçons et filles) ;
* La violence fondée sur le genre dans le contexte ;
* De tout autre risque de protection lié à la nature de l’intervention programmée, sa programmation telle qu’initialement prévue ;
* La prise en compte des personnes vivant avec un handicap (physique et/ou mental) et tout groupe marginalisé (minorités ethniques, minorités religieuses, personnes avec maladies chroniques etc.) doit être faite à chaque étape de l’identification et analyse.
* Formation du département MEAL sous forme de ToT à l’analyse genre & protection pour que celui-ci puisse reproduire l’exercice (1 journée)

**A distance**

* Elaborer des recommandations spécifiques et opérationnelles pour l’adaptation du design du projet susmentionné :
* Recommandations générales (les DO et DON’T) ;
* Recommandations spécifiques à chaque activité planifiée du projet ;
* Recommandations spécifiques au département MEAL pour chaque activité de suivi, évaluation, apprentissage et redevabilité planifiée comprises dans le Plan MEAL ;
* Proposition si pertinent d’activités complémentaires (MEAL ou autre de type sensibilisation, rencontre, atelier etc.) visant à assurer la pertinence et la qualité des activités contractuelles en assurant un accès significatif et sécurisé aux bénéficiaires et à toute partie prenante du contexte.
* Elaborer des outils adaptés aux outils/process existants de la mission ACF RDC permettant le suivi des recommandations
* Atelier de restitution de l’analyse et des recommandations (1/2 journée)
* Atelier de présentation et formation aux outils de suivi élaborés (1/2 journée)

**METHODOLOGIE**

Le.la consultant.e devra proposer la méthodologie. Néanmoins, la mission propose une méthode de desk review, de méthodes qualitatives et quantitatives et l'utilisation d'informations primaires et secondaires pour l'analyse. Le.la consultant.e devra également former les enquêteurs dans les domaines suivants : garantie de la confidentialité, prise en compte des sujets sensibles, collecte de données, codage. Le.la consultant.e devra assurer le suivi en personne de la collecte de données. La méthodologie détaillée de l’analyse devra apparaître au sein du rapport final, avec l’intégralité des annexes afférentes.

**Desk review**

La mission ACF RDC enverra les documents en sa possession (internes et externes) pouvant faciliter la desk review, à charge du.de la consultant.e de faire ses proches recherches en ligne en parallèle. La mission ACF RDC proposera également une liste des groupes de population sur lesquels un focus doit être fait.

**Design méthodologie**

Spécifiquement, le.la consultant.e est responsable de :

* De créer le cadre méthodologique (méthodologie d’échantillonnage, questionnaires, guides FGD, guides entretiens individuels, TdR incluant chronogramme, budget, besoin en matériel, besoin en transport) en lien avec les équipes Ituri et Coordination selon les besoins et ressources exprimées par la base Ituri ;

La mission ACF RDC procurera en amont les informations pratiques (logistiques, sécuritaires, financières) afin de faciliter ce design, et sera à disposition pour tout appui nécessaire.

**Collecte primaire**

Spécifiquement, le.la consultant.e est responsable de :

* D’assurer l’impression des questionnaires (ou leur entrée dans KOBO si choix de tablette) ;
* De former les équipes à la méthodologie ;
* D’assurer la tenue d’un pré-test sur le terrain des questionnaires et d’apporter toute modification nécessaire suite à ce pré-test;
* De superviser sur le terrain la collecte de données et le respect de la méthodologie ;
* De revoir l’intégralité des données collectées journalièrement afin de faire des retours aux équipes et déterminer le besoin de rattrapage sur le terrain ;
* De créer le masque de saisie (si non usage de tablettes) ;
* De s’assurer de la qualité du travail du data entry de manière journalière ;
* De remplir initialement et assurer la mise à jour du chronogramme et budget ;
* D’assurer la transmission aux départements supports des demandes d’achat, demandes de recrutement, demandes de déplacement et leur suivi ;
* De nettoyer la database ;
* D’analyser les données qualitativement et quantitativement ;
* De produire une base de données comprenant les tableaux, graphiques utilisés dans le rapport ;
* De rédiger le rapport devant comprendre les parties suivantes à minima : synthèse / contexte (avec historique ACF et présentation du projet) / méthodologie (comprenant biais méthodologiques) / analyse / recommandations générales / recommandations spécifiques à chaque activité/ conclusion ;
* D’adjoindre au rapport toutes annexes pertinentes, notamment outils de suivi ;
* De prendre en considération les recommandations des équipes de la mission ACF RDC quant au rapport & outils produits avant de rendre une version finale;
* Du dimensionnement de l’équipe nécessaire à la collecte de données ;
* De l’encadrement de cette équipe durant sa présence.

**DELIVERABLES ATTENDUS**

* Rapport d’analyse genre et protection pour la zones de santé de Mambassa province d’Ituri, RDC
* Outils de suivi des recommandations élaborées dans le rapport d’analyse genre et protection, incluant un guide d’utilisation ;
* Présentation PowerPoint de l’atelier de restitution de l’analyse genre et protection
* Présentation PowerPoint de l’atelier de la formation sur les outils de suivi
* Manuel de formation sur les outils de suivi utilisé
* Présentation PowerPoint de la formation en analyse genre et protection
* Manuel de formation en analyse genre et protection utilisé

Le rapport d’analyse genre et protection devra comprendre à minima les sections suivantes :

1. Page de garde
2. Remerciements
3. Liste d’acronymes
4. Sommaire rapport et annexes
5. Résumé exécutif
6. Contexte (historique ACF, projet A3B, contexte humanitaire de la zone)
7. Objectifs de l’analyse
8. Méthodologie (incluant biais méthodologiques & confidentialité)
9. Analyse (normes, les relations, les attitudes et les croyances entre les groupes qui conduisent à l'inégalité et à d'autres vulnérabilités / différents besoins, risques, vulnérabilités, capacités et intérêts propres à chaque groupe / rôles et responsabilités, incluant Daily Clock /accès aux ressources et contrôle des ressources / participation et statut de prise de décision & possibilités/opportunités d’autonomisation pour chaque groupe / relations entre les groupes/déterminants et occurrences des VGB / autres risques de protection que spécifiques VBG)
10. Recommandations générales
11. Recommandations spécifiques à chaque activité planifiée
12. Conclusion
13. Liste d’annexes

La mission ACF RDC remettra les formats devant être utilisés afin d’assurer une mise en forme conforme à la Brand Identity ACF.

**QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE**

* Diplôme de haut niveau, de préférence avec un diplôme de troisième cycle en sciences sociales, études sur le genre, développement international, droits de l'homme, santé publique ou domaine connexe ;
* Minimum 5 ans d'expérience de travail sur les questions de genre, le genre et le développement, l'égalité des sexes, l'intégration de la dimension de genre, l'analyse des politiques et le renforcement des capacités ;
* Expertise en protection et inclusion des groupes vulnérables ;
* Expertise démontrée en analyse de genre, planification de genre et intégration du genre dans les projets et programmes ;
* Une expérience importante dans le développement et l'utilisation d'outils et de méthodologies d'analyse de genre, d'analyse et de rapports de qualité ;
* Expérience de la gestion de projets ;
* Excellentes compétences en matière de communication, tant écrite qu'orale ;
* Bonnes compétences en matière d'animation
* Expérience et engagement pour la promotion de l'égalité des sexes dans le travail humanitaire
* Solides compétences en matière d'analyse et de recherche, y compris la capacité de traiter de grandes quantités d'informations, d'en extraire une analyse critique et de les diffuser de manière appropriée
* Expérience en matière d'analyse de données qualitatives, avec un délai d'utilisation rapide
* Familiarité avec les systèmes de collecte de données numériques
* Expérience et capacité à travailler dans des conditions difficiles et des environnements peu sûrs
* Une expérience dans les zones touchées par un conflit est un atout
* Capable de travailler de manière indépendante
* Maturité, sensibilité culturelle, tact, diplomatie, compétences interpersonnelles et capacité à bien travailler sous pression dans un environnement exigeant et des délais serrés.
* Compétences informatiques (la connaissance de Microsoft Office et d'Outlook est un prérequis).
* Maîtrise parfaite du français écrit et parlé.
* Une expérience préalable en RDC, ainsi que des compétences linguistiques dans la langue locale sont une valeur ajoutée.

**MANAGEMENT/RELATION**

Le point focal de le.la consultant.e sera l’Adjointe Directeur Pays aux Programmes. Le.la consultant.e travaillera de manière rapprochée avec la Coordinatrice Terrain Ituri pour la préparation des TdR pour les aspects pratiques et lui reportera directement lorsqu’en Ituri, en matière de gestion de temps, déplacements. Le.la consultant.e travaillera de manière rapprochée avec le Responsable de Département MEAL pour les aspects méthodologiques et de formation des équipes. Enfin le.la consultant.e sera en lien avec la Référente Genre et Protection du siège d’ACF France, en fonction des besoins de la mission RDC.

**TIMEFRAME**

La consultance externe est proposée sur 6 semaines :

* 6 jours ouvrés de préparation de la méthodologie, outils et collecte/analyse de données secondaires – à distance
* 16 jours ouvrés de formation de l’Equipe MEAL, de formation des enquêteurs, collecte des données, encodage (incluant transports locaux) – sur place (Kinshasa – Ituri)
* 11 semaines de rédaction du rapport final et de ses annexes & des outils de suivi des recommandations – à distance
* Soit 17 jours ouvrés à distance et 16 jours ouvrés en RDC – sans prise en compte des voyages internationaux
* La consultance doit démarrer le plus tôt possible.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Activités** | **Nombre de jours ouvrés** | **Deliverables** | **% de paiement** |
| Briefings Mission et HQ France + signature contrat | 1 (à distance) |  | 15% |
| Compilation, revue et analyse des données secondaires + revue des outils de monitoring/évaluation/apprentissage/ redevabilité de la mission | 2 (à distance) |  |  |
| Définition de la méthodologie & création des supports  | 3 (à distance) | TDR Analyse (budget, planning, besoins matériels et log)MéthodologieModule de formation enquêteurs |  |
| Formation équipe MEAL Kinshasa étude genre et protection | 1 (sur place) | PowerPoint de la formation en analyse genre et protectionManuel de formation en analyse genre et protection utilisé |  |
| Voyage Kinshasa-Bunia & briefing secu, ajustement TdR, préparation logistique/matérielle | 1 (sur place) |  |  |
| Voyage Bunia-Mambassa | 1 (sur place) |  |  |
| Formation des enquêteurs & pre-test  | 2 (sur place) |  |  |
| Collecte de données | 8 (sur place) |  |  |
| Voyage Mambassa – Bunia & finalisation encodage données + debrief à Bunia | 1 (sur place) | Base de données |  |
| Voyage Bunia – Kinshasa + debrief en coordination | 1 (sur place)  |  |  |
| Rédaction rapport, développement outils de suivi, développement présentation et manuel de formation sur les outils, développement présentation de restitution | 8 (à distance) | Rapport analyse incluant annexes Outils de suivi des recommandations élaborées dans le rapport d’analyse genre et protection, incluant un guide d’utilisation | 35% |
| Atelier de restitution & formation sur les outils développés | 1 (à distance) | Présentation PowerPoint de l’atelier de restitution de l’analyse genre et protectionPrésentation PowerPoint de l’atelier de la formation sur les outils de suiviManuel de formation sur les outils de suivi utiliséPrésentation  |  |
| Finalisation des déliverables suites aux retours d’ACF | 2 (à distance) | VF de l’ensemble des déliverables | 50% une fois validation par la mission de l’ensemble des déliverables |

**ARRANGEMENTS LOGISTIQUES**

* Le consultant sera chargé d'apporter son propre ordinateur et accessoires nécessaires pour l'ordinateur;
* Les consultants ne sont pas rémunérés durant les jours non ouvrés sauf réalisation d’une tâche spécifique après accord des deux parties (comme voyage national par exemple). Les consultants n'ont pas droit au paiement des heures supplémentaires. Toute rémunération doit être conforme à l'accord contractuel.
* Les frais de vol internationaux et de visa sont inclus dans les honoraires du consultant, tout comme ses frais de bouche. Aucun perdiem ne sera remis en sus des honoraires par ACF. Une facilitation peut être apportée pour les procédure d’entrée sur le territoire par ACF.
* ACF a la charge des coûts de transport intra RDC. Le.la consultant.e sera logé.e au sein des guest houses d’ACF et/ou à l’hôtel selon les pratiques habituelles de la mission. Une enveloppe de sécurité ainsi qu’un téléphone portable seront remis à l’arrivée, qui devront être retournés avant le départ de la mission. ACF sera garant de la sécurité du ou de la consultant.e, celui-ci/celle-ci devant s’engager à respecter l’intégralité des règles lui étant communiquées ;
* Aucun contrat ne peut débuter sans la signature du contrat par Action contre la Faim et le consultant ;
* Conformément à la politique d'Action contre la Faim en matière de consultants, les paiements sont effectués en fonction des produits livrables approuvés.
* Le candidat sélectionné sera régi par et soumis aux conditions générales d'Action contre la Faim pour les contrats individuels.

**PERSONNE CONTACT**

Les consultants doivent envoyer une lettre de motivation, un CV, une liste de 4 références, une copie du diplôme et une proposition technique et financière comprenant un calendrier provisoire portant  la référence : « CD\_KSS\_CONSULT\_002 » aux adresses suivantes : respappro@cd-actioncontrelafaim.org  /  rddlog@cd-actioncontrelafaim.org  au plus tard le 18/12/20.

La période de réalisation de cette consultance est souhaitée entre 01/01/2021 et le 15/02/21.

1. Plan de réponse humanitaire COVID-19, OCHA, Ministère de la Santé RDC, Avril 2020 [↑](#footnote-ref-1)
2. RDC Indicateurs de développement, Banque mondiale, 2018 [↑](#footnote-ref-2)
3. Rapport, Province Oriental, Profil résumé/ Pauvreté et conditions de vie des ménages, PNUD, mars 2009 [↑](#footnote-ref-3)
4. *« Les criquets pèlerins : une éventuelle crise en gestation en RDC »,* Mercy Corps, Mai 2020 [↑](#footnote-ref-4)
5. 17e Cycle IPC, août 2019 [↑](#footnote-ref-5)
6. RDC Plan Opérationnel 2020, Mars 2020 [↑](#footnote-ref-6)
7. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/COD_Nutri_MCG_RetardCroiss_3L_20190902.pdf> [↑](#footnote-ref-7)
8. Enquête par grappes à indicateurs multiples – RDC 2018, MICS 2018 [↑](#footnote-ref-8)
9. RDC Plan Opérationnel 2020, Mars 2020 [↑](#footnote-ref-9)
10. Enquête par grappes à indicateurs multiples – RDC 2018, MICS 2018 [↑](#footnote-ref-10)
11. Bulletin m-Kengela n°49 RDC, Avril 2020, CAID [↑](#footnote-ref-11)
12. Dataviz Vam, WFP <https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/prices> [↑](#footnote-ref-12)